DIAL 3574 - Dossier « Constituante »

CHILI - Eduardo Gutiérrez, porte-parole de No + AFP et candidat à la Constituante pour le district 12 : « La nouvelle constitution doit établir le droit à une retraite solidaire et par répartition »

Francisca Valencia

samedi 10 avril 2021, mis en ligne par Dial

Le samedi 15 et dimanche 16 mai auront lieu les élections pour élire la Convention constituante qui aura pour mission de rédiger une nouvelle constitution, après la victoire du Oui lors du référendum du 25 octobre 2020 [1]. Dans ce dossier « Constituante », nous présentons le portrait de deux candidates et un candidat. Ces textes ont été publiés sur le site d'El Ciudadano les 11, 15 et 17 mars.

Les grandes lignes que la liste défend pour la rédaction d'une nouvelle Constitution s'organisent autour de quatre points. Le premier : que la souveraineté revienne aux peuples. Le deuxième : que la Constitution promeuve une démocratie directe. Le troisième : qu'elle garantisse les droits sociaux. Et le quatrième : la révolution culturelle.

Eduardo Gutiérrez est le porte-parole de No+AFP [En finir avec les fonds de pension privés] et chirurgien dentiste de profession. Il a été prisonnier politique durant les années de dictature pour son rôle actif d'opposant à cette dernière. Il est actuellement candidat à la Convention constitutionnelle (CC) pour le district 12 [2], sur la liste des mouvements sociaux et indépendants Voix constituantes.

« Nous faisons une campagne contre vents et marées et contre tous les pouvoirs *de facto* car nous ne sommes pas appréciés des secteurs dominants » déclare le candidat de la liste qui est parvenu à réunir plus de 14 000 signatures en deux semaines pour pouvoir s'inscrire. Voix constituantes fait partie d'un mouvement de listes indépendantes qui a réussi à réunir plus de 500 000 signatures au niveau national.

Dans un entretien en direct avec le directeur de El Ciudadano, Francisco Marín, samedi 13 mars, Gutiérrez s'est entretenu des principales motivations et propositions que sa liste présente à la Convention citoyenne.

Le district 12 réunit les communes de La Florida, Puente Alto, San José de Maipo, Pirque et La Pintana. Dans quelques-unes de ces communes, les votes en faveur de la Constituante ont dépassé les 100 000. « À la rébellion populaire du 18 octobre 2019, s'est ajoutée cette véritable rébellion du vote, qui ne s'était pas vue depuis de nombreuses décennies au Chili » a déclaré Gutiérrez.

Voix constituantes compte sept membres dans le district 12, qui ont été élus de façon démocratique au sein du territoire, comme le raconte le candidat. On trouve parmi eux Alondra Carrillo, représentante de la Coordination féministe 8 M, Lucio Cuenca, représentant le Mouvement pour l'eau et les territoires, Valeria Ortega, représentante de l'Assemblée Puente [Alto] pour la constituante, Edgar Espelguer, représentant de l'organisation J'accepte et militant pour les droits de la population LGBTIQ +, Tania Alfaro de l'assemblée territoriale Jardín Alto Organizado, Maite Durán, professeure et représentante de l'assemblée Elisa Correa Independiente et Eduardo Gutiérrez.

Pour ce qui est des accords que les membres de la liste ont conclus et qu'ils souhaitent voir intégrés à la nouvelle constitution, Gutiérrez explique que le premier point est celui de la souveraineté qui doit revenir aux peuples du territoire. « Quand nous disons que nous voulons un État nouveau, solidaire, et plurinational, cela signifie bien sûr que le Chili est constitué de multiples nations et, partant, par de nombreux peuples. Cela s'obtient par des statuts conférant l'autonomie et l'autodétermination à l'intérieur de l'État » a déclaré le candidat.

Pour ce qui est du deuxième point, Gutiérrez explique que la liste souhaite renforcer la démocratie directe. « Nous n'avons jamais été consultés sur la privatisation de l'eau, du cuivre, du lithium sur la destruction des forêts natives, etc. Cette démocratie représentative, dans laquelle nous élisons tous les quatre ans un représentant et où l'on ne prend alors plus en compte l'opinion des citoyens, est en crise, nous voulons lui apporter des modifications » a expliqué le porte-parole de No + AFP. Il a ajouté que cela suppose, entre autres mesures, un seul parlement, des référendums contraignants et une participation populaire à l'élaboration des lois, entre autres mesures.

La troisième proposition de la liste est la garantie des droits sociaux « La constitution doit garantir le droit à la santé, le droit à l'éducation, le droit à la retraite, qui est peut-être l'un des plus importants et qui dans le Chili actuel est une farce. Dans la constitution doit être inscrit le droit à une pension solidaire et par répartition » a déclaré Gutiérrez.

Le candidat a poursuivi son argumentation en expliquant qu'« aujourd'hui le Chili exporte des capitaux. Le Chili exporte 60% des 200 milliards de dollars que représentent tous nos fonds de pension. Ces 200 milliards de dollars ne servent qu'à enrichir le système financier international et il faut que cela cesse ».

Par ailleurs, Gutiérrez a insisté sur la nécessité primordiale que le Chili considère comme biens communs les ressources telles que l'eau, le cuivre et le lithium. « Il y a peu le ministre de l'économie, sûr de lui même, a déclaré que seraient mises aux enchères les ressources en lithium dont l'État est encore propriétaire. Et cela, au lieu de développer une industrie nationale du lithium – c'est vraiment honteux » a-t-il déclaré.

Le porte-parole de No + AFP affirme qu'un des grands changements dont a besoin le Chili est de s'atteler à un nouveau projet d'industrialisation. S'il est vrai que cela supposerait de grands investissements, le candidat affirme que les ressources nécessaires pourraient être obtenues par la renationalisation du cuivre, la nationalisation du lithium et des fonds de pension qui aujourd'hui sont uniquement exportés à

l'étranger.

En quatrième et dernier point Voix constituantes plaide en faveur d'un profond changement culturel qui soit mis en œuvre dans des actions comme, par exemple, la création d'un ministère de l'enfance. « Il faut une révolution culturelle, une révolution de l'éducation. Quand quelqu'un dit que nous avons besoin, par exemple, d'une éducation de qualité, je dis non, ce dont nous avons besoin est d'une éducation nouvelle », fait remarquer le candidat.

Pour clore l'entretien, Eduardo Gutiérrez n'a pas voulu laisser passer l'occasion de déclarer le besoin urgent de *lutter pour la liberté des prisonnières et prisonniers politiques de la révolte de 2019*.

« C'est une question honteuse pour l'État, une blessure ouverte. Je suis aussi solidaire de cœur avec toutes les familles de ces camarades, hommes et femmes, qui sont morts au début de la rébellion. Sans compter les 400 jeunes, hommes et femmes qui ont été gravement blessés aux yeux. Nous demandons justice et réparation » a conclu le candidat du district 12.

– Dial – Diffusion de l'information sur l'Amérique latine – D 3574.
– Traduction de Françoise Couëdel pour Dial.
– Source (espagnol) : El Ciudadano (Chili), 17 mars 2021.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'autrice, la traductrice, la source française (Dial - www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Voir DIAL 3552 - « CHILI - Décoder les résultats du référendum en faveur d'une nouvelle constitution ».

[2] Le district électoral 12 réunit les communes de La Florida, La Pintana, Pirque, Puente Alto et San José de Maipo, dans le sud de la capitale – note DIAL.